

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Éducation : le gouvernement c

L'ÉCOLE – bien qu'ayant officiellement démarré dans la grande majorité des cas — semble prise en otage par les (mêmes) revendications des syndicats enseignants et l'intransigeance gouvernementale. Au centre, parents et élèves naviguent entre lassitude et espérance.

H.N.M

Libreville/Gabon

LE mutisme du gouvernement face au chapelet de revendications des syndicats de l'Éducation nationale serait-il à l'origine de la légère perturbation des cours dans certains établissements d'enseignement public et privé à Libreville? Cette interrogation trouve sa place dans la démarche dite de grève pacifique adoptée par deux des principaux syndicats du secteur, le Sena et la Conasysed. Lesquels viennent de reconduire pour une durée de deux semaines, leur mouvement d'humeur observé depuis la rentrée scolaire.

Une situation qui n'est en réalité pas nouvelle. La reconduction pour une durée de deux semaines de la grève des enseignants vise en fait à obtenir des réponses concrètes de la part du gouvernement. Du côté de l'exécutif, alors que le ministère de l'Éducation nationale, lors d'une concertation avec les deux syndicats, avait annoncé les dates des 23 et 24 octobre pour le concours interne d'entrée à l'École normale supérieure (ENS) et celles des 25 et 26 pour celui de l'École normale des instituteurs (Eni), les grévistes estiment que l'arrêt devant définir les modalités desdits concours manque à l'appel. D'où le sit-in de ces derniers hier devant le ministère de la Fonction publique (lire ci-contre).

Dans le même temps, les syndicats attendent la décision ministérielle créant la commission de l'examen des dossiers des enseignants en activité dans le cadre du recrutement direct lancé par la tutelle. Et, au-delà de l'aspect pédagogique et financier, ces derniers réclament notamment le renforcement du dispositif sanitaire à l'in-

térieur et à l'extérieur des établissements. Dans tous les cas, même s'ils espèrent faire pression sur le gouvernement, l'année académique, qui semblait être sur le point de subir les affres de ce mouvement d'humeur qui vient d'entrer dans sa troisième phase, ne connaît pour l'heure pas de grandes perturbations. Malgré les appels lancés par les syndicalistes.

"Les cours se déroulent normalement depuis le début de l'année, nous suivons le programme avec des enseignants qui respectent le calendrier établi. Ce matin (hier, ndlr) nous avons reçu une visite inopinée des syndicalistes qui ont investi l'enceinte de l'établissement. C'est à cause de cela que les cours ont été perturbés. Sinon dans les faits, il s'agit d'un acte isolé. Nous savons que Martine-Oulabou est le lieu de la tenue des assemblées générales des deux syndicats, ils ont jugé donc normal de revenir ici après les événements qui se sont déroulés plus tôt dans la journée", souligne la responsable de l'établissement, Maïmouna Kofio Mabadi.

Cette nouvelle interpellation des syndicats, qui reprend sensiblement les mêmes éléments de revendications que les deux premières mises en garde, s'apparente à une volonté de durcir leur position pour faire bouger le gouvernement. Lequel, pour l'instant, campe sur ses positions, estimant avoir sérieusement avancé sur plusieurs points de revendications des partenaires sociaux. Notamment, en y apportant des réponses concrètes au niveau des infrastructures et des situations administratives du personnel enseignants.



Le ministère de l'Éducation nationale et les partenaires sociaux ont des appréciations différentes cor

POINTS DE REVENDICATIONS DES SYNDICATS

- Organisation des concours internes ENI/ENS
- Mise en place du guichet spécial chargé d'accélérer le traitement des situations administratives des enseignants
- Arrimage de la pension retraite du Nouveau système de rémunération (NSR)
- Prorogation de l'âge de départ à la retraite des inspecteurs pédagogiques
- Mise en place d'une commission ministérielle chargée d'examiner les dossiers des enseignants en position de recrutement direct.



Campe sur ses positions



Concernant les réponses apportées par le gouvernement.

Dialogue de sourds ?

F.S.L.
Libreville/Gabon

OBSERVANT, hier, un sit-in à l'entrée du ministère de la Fonction publique, les agents publics du secteur de l'Éducation réunis au sein du Sena (Syndicat de l'éducation nationale) et de la Conasysed (Convention nationale des syndicats du secteur de l'éducation) espéraient se faire entendre des plus hautes autorités du pays, suite au non-aboutissement de leurs revendications.

Des revendications qui concernent l'organisation des concours internes de l'Eni (École normale des instituteurs) et de l'ENS (École normale supérieure), la mise en place du guichet spécial chargé d'accélérer le traitement des situations administratives des enseignants, l'arrimage de la pension retraite au Nouveau système de rémunération (NSR), la prorogation de l'âge de départ à la retraite des inspecteurs pédagogiques, et la mise en place d'une commission ministérielle chargée d'examiner les dossiers des enseignants en position de recrutement direct. Finalement dispersés par les forces de l'ordre, les syndicalistes se sont repliés à l'école primaire publique Martine-Ou-

labou située à l'avenue Jean-Paul II, dans l'attente et l'espoir que leurs leaders soient reçus par la ministre de la Fonction publique. Mais là où la confusion s'installe, c'est que le niveau d'informations rapportées dans l'opinion publique ne semble pas être le même que celui que présentent régulièrement les syndicats accusés à tort ou raison (c'est selon) de mauvaise foi. On apprend par exemple du côté du gouvernement, que la régularisation des situations administratives de nombreux enseignants a été effectuée récemment par la Fonction publique. Concernant la dette contentieuse de plusieurs autres retraités et fonctionnaires en général, des efforts ont été consentis pour résoudre cette question. Les services rendus ont été réglés aux bénéficiaires dans leur intégralité au même titre que les rappels de solde. En ce qui concerne l'arrimage de la pension retraite au NSR, une étude actuarielle sur laquelle les deux parties sont favorables, est en cours afin de déterminer tous les contours liés à ce problème. Autant de points traités et en cours d'examen par ce pan de l'Exécutif qui ne comprend toujours pas, malgré ces avancées, la position de ces syndicats.

CAPEG et CNPE : des parents dans l'expectative

E.L & AEE
Libreville/Gabon

NE pouvant rester insensible à la perturbation des activités pédagogiques, depuis le mois de septembre dernier, la Coordination des associations des parents d'élèves du Gabon (Capeg) a donné de la voix samedi dernier lors d'un point-presse tenu à l'école publique de Sibang 3. Occasion pour le président Martin Ossey Kokou et ses pairs du bureau exécutif national de relever que la grève déclenchée depuis le 27 septembre dernier, date arrêtée par le gouvernement pour la rentrée officielle

des classes 2021-2022, perturbe fortement les cours dans de nombreux établissements secondaires et primaires du Grand Libreville et dans certaines localités de l'arrière-pays. Le président de la Coordination des associations des parents d'élèves du Gabon constate, non sans le déplorer au passage, que ce mouvement d'humeur a de fâcheuses conséquences pour de nombreux élèves et leurs parents qui se sont saignés pour l'achat des fournitures scolaires. Et relever que ces dépenses se poursuivent avec des enfants qui partent chaque matin à l'école, mais sans y avoir cours. Toute chose susceptible de favoriser

certaines déviances telles ces vidéos obscènes de certains apprenants véhiculées sur les réseaux sociaux. Face à cette situation, la Capeg invite le gouvernement et les syndicats en grève à se retrouver rapidement autour d'une même table afin de trouver des solutions idoines et, par conséquent, sauver l'année scolaire dont le premier trimestre se retrouve fortement perturbé. À cette fin, la Capeg entend initier une série de rencontres avec les différents acteurs du secteur éducation si cette crise venait perdurer. Même préoccupation du côté du Conseil national des parents d'élèves (CNPE) qui, quelques



Photo : Eric Laphéta

jours plus tôt, s'était montré préoccupé par cette crise qui secoue le secteur éducation exacerbée par des revendications syndicales. "Et nous, parents d'élèves, souhaitons une année scolaire paisible et sans anicroche", a

souhaité Donatien Boulingui, le président du CNPE. Non sans féliciter le gouvernement pour les efforts déjà consentis dans l'amélioration des conditions d'apprentissage et de travail des élèves et du personnel d'encadrement en cette rentrée scolaire.